



Conférence des Nations Unies sur les changements

Résultats internationaux

Le plan de mise en œuvre de l'accord décisif de la COP27, tenue à Charm el-Cheikh, est disponible [ici](#).

L'aboutissement le plus important de la Conférence est la création d'un fonds pour pertes et dommages visant à financer une reprise à la suite de dommages climatiques inévitables. Cependant, de nombreux détails restent à finaliser.



Nations Unies

La COP27, 27^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, s'est achevée le 20 novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte. Elle s'est déroulée sous la présidence du ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, et devait faire le point sur **la mise en œuvre des objectifs** établis lors de la COP26, tenue l'année dernière à Glasgow, au Royaume-Uni. Plus de 35 000 délégués de 190 pays, dont 92 chefs d'État, étaient présents. La première partie de la présente note d'information portera sur les décisions générales et les conclusions de la Conférence, et la seconde partie sur les engagements du Canada et de la délégation canadienne. Il y a eu une certaine controverse entourant cette réunion de la COP. L'Égypte, pays hôte, a été [critiquée](#) tout au long de la conférence pour son **traitement des prisonniers politiques et la suppression des voix de la société civile**. Plus de [600 lobbyistes du secteur des combustibles fossiles](#) étaient présents – dont de nombreux membres de la délégation canadienne – soit une augmentation de plus de 25 % par rapport à l'année dernière, ce qui a suscité de vives critiques de la part des groupes et militants écologistes.

Fonds pour pertes et dommages

Par pertes et dommages ([explication détaillée](#)), on entend les répercussions des changements climatiques qui ne sont pas ou ne peuvent pas être évitées par des mesures [d'adaptation](#) ou [d'atténuation](#). Les pertes et dommages peuvent inclure des pertes économiques et non économiques, ainsi que les répercussions d'événements météorologiques extrêmes et de **processus climatiques à évolution lente**, comme l'élévation du niveau de la mer ou la désertification. Le fonds vise à soutenir les pays qui ne sont pas de grands émetteurs – et qui, par conséquent, ne sont pas responsables des changements climatiques – mais qui sont pourtant les plus durement touchés par les changements climatiques. L'année dernière, lors de la COP26, les pays avaient convenu d'instaurer le **Dialogue de Glasgow sur les pertes et dommages**, qui comporte des discussions échelonnées sur deux ans au sujet des mécanismes de financement possibles.



Résultats internationaux (suite)



(Peter Dejong/The Associated Press)

Les pays en développement réclament depuis des décennies la création d'une nouvelle institution ou d'un nouveau fonds qui vise non seulement à éviter (atténuation) ou à réduire au minimum (adaptation) les pertes et dommages, mais aussi à verser une **indemnisation** (mesures de reprise). Les nations développées ont plutôt plaidé pour le renforcement des mécanismes existants (tels que le Fonds vert pour le climat, le Bouclier mondial, InsuResilience, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe et le Réseau de Santiago).

Les pays développés ont été clairs : ils n'accepteront pas d'être tenus **responsables** des dommages climatiques causés par les pays étrangers ni de payer une **compensation directe** pour leur part d'émissions antérieures.

Résultats de la COP27 : Les pays ont adopté un accord final qui prévoit la **création d'un fonds pour pertes et dommages**, une motion que le Canada a appuyée. Le texte final fait référence à l'aide aux pays « particulièrement vulnérables », ce qui pourrait avoir une incidence sur l'accès de certains pays au financement, mais ces détails seront négociés au cours des prochaines années. Il a été convenu qu'un « comité transitoire » formulera des recommandations que les pays devront adopter lors du sommet de la COP28 en 2023. Les [recommandations](#) porteront notamment sur une délicate question : **quels pays devraient contribuer** au nouveau fonds pour les pertes et dommages?

- On s'est interrogé sur les mesures à prendre pour s'assurer que la Chine, actuellement un gros émetteur, contribue au fonds et n'en bénéficie pas.
- Des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la création d'un secrétariat et d'un comité consultatif afin de mettre œuvre le **réseau de Santiago** qui fournira de l'assistance technique en cas de pertes et dommages.
- L'Allemagne, avec le G7 et le groupe des 20 pays vulnérables (V20), ont lancé l'**initiative** controversée du **Bouclier mondial**, un mécanisme d'assurance permettant de déployer du financement après une catastrophe climatique plus rapidement que ne pourrait le faire un fonds pour pertes et dommage.



Résultats internationaux (suite)

Financement de l'action climatique

Par financement de l'action climatique, on entend le financement local, national ou transnational – provenant de sources de financement publiques, privées ou autres – qui vise à soutenir les mesures d'atténuation et d'adaptation en vue de faire face aux changements climatiques. En 2009, les nations riches se sont engagées à fournir collectivement un financement de **100 milliards de dollars** chaque année entre 2020 et 2025, afin d'aider les pays vulnérables à lutter contre les changements climatiques. Le Canada et l'Allemagne ont été chargés de [faire rapport](#) sur le financement de l'action climatique à l'échelle mondiale à ce jour.

En date de 2020, soit la plus récente année pour laquelle il existe des [données complètes](#), on avait mobilisé **seulement 83,3 milliards de dollars US par année**, dont 48,6 milliards (58 %) pour l'atténuation et 28,6 milliards (34 %) pour l'adaptation. Les coûts d'adaptation devraient atteindre 160 à 340 milliards de dollars par an d'ici 2030. **Au départ, l'adaptation devait être le centre d'attention de la COP27, mais cela ne se reflète pas dans les résultats.**

Résultat de la COP27 : Il n'y a pas eu de résultat significatif à l'égard de l'établissement d'un objectif financier plus ambitieux au-delà de 2025. Lors de la COP27, les pays ont entamé le 4^e des 12 dialogues techniques d'experts portant sur l'ampleur, les sources et la définition du financement de l'action climatique. Le Canada a préconisé qu'on laisse le concept du « financement de l'action climatique » indéfini, ce qui permet aux pays donateurs de l'interpréter comme ils l'entendent.

Objectif mondial en matière d'adaptation : Les pays ont convenu d'élaborer un cadre pour les **discussions pratiques sur les objectifs d'adaptation**, y compris les méthodologies de suivi des progrès. Le cadre tiendra compte de la vulnérabilité des pays et de leur capacité à faire face à la situation, prendra en considération divers facteurs, dont la pauvreté, l'eau, l'alimentation et l'agriculture, et utilisera des indicateurs, des mesures et des objectifs fondés sur des données scientifiques.

On a établi un nouveau **programme mondial en matière d'adaptation** – une « liste de tâches » comportant 30 éléments pour améliorer la résilience contre les risques liés au climat – au cours de la semaine 1 de la COP27.





Résultats internationaux (suite)

Réforme multilatérale des banques de développement :

Les pays ont convenu d'exhorter les actionnaires à réformer les pratiques et les priorités pour augmenter le financement et répondre adéquatement à l'urgence climatique.

Au début de l'année, la première ministre de la Barbade, Mia Mottley, a mis sur pied une coalition, comprenant la France, le Royaume-Uni et l'UE, pour soutenir le **Programme de Bridgetown** – un [ensemble ambitieux de réformes](#) visant à remanier le système financier et à débloquer d'importants montants de financement pour le climat. Le programme prévoit notamment la création d'un fonds pour atténuer les effets des changements climatiques, qui permettra d'obtenir **650 milliards de dollars** du Fonds monétaire international au moyen de « **droits de retrait spéciaux** », qui permettent aux membres d'emprunter aux réserves des autres membres à des taux d'intérêt très bas.



« Nous étions ceux dont le sang, la sueur et les larmes ont financé la révolution industrielle. Devons-nous maintenant payer en double en assumant le coût de ces gaz à effet de serre que la révolution industrielle a générés? » Mia Mottley, première ministre de la Barbade, appelle à la mobilisation pour le financement de la lutte contre les changements climatiques (Peter Dejong/AP Photo)

Résultat de la COP27 : Le Programme de Bridgetown n'a *pas* été inclus dans le texte final de la COP27. Les discussions se poursuivront lors des réunions du printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Atténuation

Ambition : Lors de la COP26 de Glasgow de l'année dernière, on a convenu de réduire progressivement l'énergie au charbon, de supprimer les *subventions* inefficaces aux combustibles fossiles, de rehausser l'ambition de limiter le réchauffement de la planète à « 1,5°C », par rapport à la précédente ambition fixée à un niveau « nettement en dessous de 2°C », et demandé aux pays de rehausser leurs objectifs pour 2030 d'ici la fin de 2023 (seulement 34 pays, responsables de 20 % des émissions mondiales, l'ont fait). **La COP27 de cette année réitère la même ambition que l'année dernière, sans la renforcer ni l'affaiblir.**

L'Inde avait demandé que **l'élimination progressive du charbon soit étendue à tous les combustibles fossiles**, y compris le pétrole et le gaz, une proposition qui avait fini par obtenir l'adhésion de l'UE, des États-Unis et des petits États insulaires. Le Canada s'est d'abord opposé à l'inclusion de tous les combustibles fossiles, mais s'est par la suite rallié à ces demandes avec réticence. La déclaration finale de la COP27 ne prévoit pas d'étendre l'élimination progressive des combustibles fossiles au pétrole et au gaz.

- **Le Canada s'est battu pour que la COP27 ne renonce pas complètement à l'engagement de Glasgow de maintenir le réchauffement de la planète à 1,5 C et ne revienne pas à l'objectif d'un niveau « nettement en dessous de 2 C ».**



Résultats internationaux (suite)



Article 6 : L'article 6 de l'Accord de Paris a établi **trois mécanismes de marché du carbone pour la coopération internationale volontaire** en ce qui a trait aux objectifs de réduction des émissions.

Résultat de la COP27 : Lors de la COP27, les parties ont convenu d'un nombre important de principes pour mettre en œuvre l'article 6, mais il est peu probable que les échanges commencent avant 2024. Les organisations non gouvernementales s'inquiètent du fait que les décisions permettront des niveaux de secret élevés.

« Il n'y a pas de sécurité climatique pour le monde sans une Amazonie protégée », a déclaré Luiz Inácio Lula da Silva, président élu du Brésil.

Programme de travail en matière d'atténuation : L'une des questions les plus controversées était le [programme de travail en matière d'atténuation](#), qui devait déterminer comment les pays allaient collaborer pour « relever sans délai le niveau d'ambition en matière d'atténuation et d'accélérer l'application des mesures correspondantes », afin de garder le cap sur l'objectif de 1,5 C. Il y a eu un profond désaccord sur la portée du programme, ses principes, son calendrier, son lien avec les processus officiels de la COP, et surtout sur le rôle des pays en développement qui sont de grands émetteurs.

Résultat de la COP27 : Le programme de travail s'étendra au moins jusqu'en 2026. Il comprendra au moins deux dialogues internationaux par année afin d'échanger des points de vue, des informations et des idées; accueillera des événements axés sur l'investissement afin de débloquer du financement; comportera la participation de Champions de haut niveau des Nations Unies afin de mobiliser le monde entier; et rendra compte de ses principales conclusions pour examen à chaque COP. Plusieurs parties, dont l'UE et l'Australie, se sont dites **préoccupées par le fait que ce résultat ne sera pas suffisant pour atteindre l'objectif de 1,5 C°**. Néanmoins, celui-ci *pourrait* faciliter un meilleur dialogue sur l'atténuation, grâce à des négociations moins conflictuelles.

Limites :

- Le programme est explicitement « **non coercitif** » et « **non punitif** ». Il ne vérifiera pas les progrès des parties dans l'atteinte de leurs objectifs et ne fixera pas de nouveaux objectifs, en dépit de l'engagement de renouveler régulièrement les objectifs d'émissions que l'on avait pris à Glasgow.
- Il aura une large portée et sera axé uniquement sur les **thèmes généraux**, plutôt que sur des secteurs et des sous-secteurs précis.
- Il demeurera axé sur les **pays développés**, plutôt que sur les « grands émetteurs », catégorie qui comprendrait les pays *en développement* qui produisent de fortes émissions.



Résultats internationaux (suite)

Autre

Bilan mondial : L'Accord de Paris prévoit des bilans mondiaux **tous les 5 ans** afin d'évaluer les progrès collectifs en matière de lutte contre les changements climatiques, les actions climatiques nationales et le financement de la lutte contre les changements climatiques fourni par les pays développés. La COP27 faisait partie de la **phase technique de 18 mois du premier bilan mondial**, et sera suivie d'une phase politique en 2023 afin d'orienter le prochain cycle de plans climatiques nationaux en 2024-2025.

Action commune de Koronivia pour l'agriculture : Lancée pour la première fois en 2017, l'action commune de Koronivia est le seul forum des Nations Unies qui comporte des ateliers, des réunions d'experts et des discussions portant sur **le recouplement entre l'agriculture et les changements climatiques**. Lors de la COP27, on a prolongé l'action commune de Koronivia pour 4 ans, mais les tentatives d'étendre sa portée de manière à inclure les perspectives de l'ensemble des systèmes alimentaires ont échoué.

Perte de la biodiversité : La COP27 a précisé la formulation relative à l'urgence et au fait que « les crises mondiales découlant des changements climatiques et la perte de biodiversité sont étroitement liées ».

Pleins feux sur le Canada



Le Canada a envoyé la 5^e plus grande délégation, comprenant environ 375 membres, dont 3 sénateurs : Rosa Galvez, Patricia Bovey et Mary Coyle. Dirigée par le ministre de l'Environnement, Steven Guilbeault, la délégation était composée d'un large éventail d'intervenants, dont des entreprises, des jeunes, des Autochtones et des représentants de la société civile.

- Le Canada a annoncé une [coopération](#) avec les États-Unis, l'Union européenne, le Japon, la Norvège, Singapour et le Royaume-Uni sur la **réduction des émissions de méthane** provenant du pétrole et du gaz. Le gouvernement canadien a publié un cadre pour les consultations et les réglementations visant à plafonner et à réduire le méthane provenant du pétrole et du gaz de 75 % par rapport aux niveaux de 2012 d'ici 2030. Le Canada a également

adhéré à l'observatoire international des émissions de méthane afin de surveiller et de partager les données sur les émissions de méthane recueillies par satellites et instaurera un financement destiné au nettoyage des puits orphelins.



Pleins feux sur le Canada (suite)

- En 2021, le Canada s'est engagé à verser 5,3 milliards de dollars sur 5 ans pour le financement international de la lutte contre les changements climatiques, dont 40 % pour soutenir l'adaptation dans les pays en développement. Lors de la COP27, le Canada a alloué 84,25 millions de dollars de cet engagement à des **initiatives concrètes** en faveur des pays les plus vulnérables aux changements climatiques.
 - Cela comprend le financement de la mise en œuvre du fonds pour [pertes et dommages](#), dont 1,25 million de dollars pour le **réseau de Santiago**, qui fournit de l'assistance technique en cas de pertes et dommages, et 7 millions de dollars pour le **programme d'assurance Bouclier mondial** du G7/V20 (vingt pays vulnérables).
 - 5 millions de dollars pour renforcer la capacité des [pays en développement](#) à obtenir du financement public et privé pour des investissements en matière d'atténuation et d'adaptation, et 5 millions de dollars pour renforcer la **capacité institutionnelle** des pays en développement à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national de façon transparente.
 - 10 millions de dollars destinés à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture afin de promouvoir une [agriculture adaptée au climat](#) et des pratiques de biodiversité agricole; 10 millions de dollars pour soutenir le Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques ([CREWS](#)); et 4 millions de dollars pour aider 4 petits États insulaires en développement des Caraïbes à réduire leurs [émissions de méthane](#).
- L'année dernière, le premier ministre Justin Trudeau a lancé un défi au monde entier : tripler la **couverture mondiale de la tarification du carbone** en la faisant passer de 23 % à 60 % des émissions mondiales d'ici 2030. Lors de la COP27, le Canada et le Chili ont annoncé le [Défi mondial sur la tarification du carbone](#). Les participants au défi se réuniront chaque année pour faire un suivi des progrès, partager des pratiques exemplaires, rendre compte des mesures prises et accueillir de nouveaux participants. Le Canada s'est également engagé à verser 16 millions de dollars au **Partenariat de la Banque mondiale** pour la mise en œuvre des marchés afin d'aider les pays à élaborer des mécanismes de tarification du carbone.



Des sénatrices canadiennes rencontrent la baronne Bryony Worthington, cofondatrice et coprésidente de Peers for the Planet, le groupe sur le climat et la biodiversité de la Chambre des lords du Royaume-Uni. (De gauche à droite : La sénatrice Patricia Bovey, la baronne Bryony Worthington, la sénatrice Mary Coyle et la sénatrice Rosa Galvez)



Pleins feux sur le Canada (suite)



Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Steven Guilbeault, à la COP27 (Ahmad Gharabli/AFB via Getty Images)

- [Les militants autochtones](#) ont accueilli favorablement le fonds pour pertes et dommages et espèrent qu'il sera utilisé pour soutenir les populations autochtones. Cependant, ils se sont dits préoccupés par le fait que les références aux **droits des peuples autochtones** ont été supprimées de certaines sections du texte de la COP27 et qu'il ne subsiste qu'une reconnaissance dans le préambule. Ils ont également critiqué les « fausses solutions » qui ne réduisent pas les émissions à la source, comme les marchés du carbone de l'article 6.

- Lors du sommet du G20, qui s'est déroulé en même temps que la COP27, le Canada a signé le

[Partenariat pour une transition énergétique juste \(JETP\)](#) pour soutenir **l'Indonésie** – le troisième plus grand producteur mondial de charbon – en réduisant sa dépendance au charbon et en augmentant ses énergies renouvelables. Le JETP [mobilisera 10 milliards de dollars provenant des pays partenaires](#) et 10 milliards de dollars de financement privé provenant de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ).

- Le Canada [a annoncé](#) un investissement de 750 millions de dollars pour l'Institut de financement du développement du Canada (FinDev Canada) afin de soutenir les infrastructures durables dans la région indopacifique.
- Le ministre Guilbeault a tenu des réunions bilatérales avec ses homologues d'autres pays et organisations pour discuter du recoupement entre les changements climatiques et **la perte de la biodiversité**, en prévision de la **COP15** (15^e Conférence des Nations Unies sur la diversité biologique) qui se tiendra à Montréal en décembre.
- Catherine McKenna, ancienne ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada, préside le groupe d'experts de haut niveau (GEHN) des Nations Unies qui a publié dans le cadre de la COP27 un [rapport](#) décrivant à quoi devrait ressembler un **plan crédible pour atteindre la carboneutralité**, et comportant 10 recommandations. Le rapport attire l'attention sur **l'écoblanchiment des entreprises** et présente des pratiques exemplaires en matière d'engagement à l'égard de la carboneutralité.

